

<http://suededucation92.ouvaton.org/spip.php?article525>



Cette dette n'est pas la nôtre

- EDUCATION EN LUTTE !

- Archives 2007-2013

-



Date de mise en ligne : vendredi 16 décembre 2011

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Les forces du libéralisme et les États des grandes puissances démantèlent toutes les solidarités pour satisfaire les marchés financiers. La dette publique se trouve instrumentalisée pour imposer la destruction des services publics. Dans le même temps, la richesse produite par le travail est détournée vers les rentiers. Des plans d'austérité chaque fois plus sévères sont imposés aux peuples. Les inégalités se développent partout dans le monde.

« Le poids de la dette » fait avec la « crise grecque » son entrée sur la scène européenne. Le peuple grec subit une véritable destruction de ses droits sociaux et salariaux et les grands médias aux ordres construisent un mur de désinformation et d'ignorance sur cette situation et ses responsables. Cette crise, dont le peuple grec n'est aucunement responsable, sert les politiques de rigueur en Italie, en Espagne, en Irlande et aussi en France. On nous jette en pâture un peuple dont le destin serait le résultat de sa fainéantise et de sa roubardise pour mieux cacher les criminels sociaux qui réduisent chaque jour les droits de ceux qui produisent la richesse par leur travail. Dans plusieurs pays européens des collectifs unitaires se mettent en place pour combattre le blocus de la désinformation et éclairer sur les véritables causes et les enjeux de cette « crise » pour les peuples.

Construisons des rapports de force pour ne pas laisser les marchés financiers et les institutions internationales décider de notre avenir à notre place.

La déclinaison française de cette austérité appliquée aux peuples européens consiste à s'attaquer aux dépenses publiques et aux revenus des travailleurs : suppression de postes de fonctionnaires, baisse des moyens alloués aux ministères, relèvement du taux de TVA de 5,5 % à 7 % (hors produits de première nécessité), la non indexation sur l'inflation des seuils du barème de l'impôt sur le revenu, des prestations familiales et des aides au logement, instauration d'un délai de carence (1 jour) pour les fonctionnaires, augmentation du délai de carence pour les salariés du privé sans jamais tenter de résorber la fraude fiscale estimée par le conseil des impôts à 45 milliards chaque année.

L'injustice sociale envers les classes populaires s'accroît, la sauvegarde des intérêts des classes dominantes continue. Le deuxième plan d'austérité de Fillon risque de ne pas être le dernier.

Pour stopper cette spirale, il est indispensable de convaincre que d'autres politiques sont possibles et que les « experts » des médias sont les agents de la résignation. « Conserver le triple A », nouveau théâtre d'ombres pour substituer le droit des peuples aux intérêts des capitalistes qui applaudissent avec enthousiasme quand trois gouvernements élus par le peuple tombent en Europe. Il est urgent de mettre en place tout ce qu'implique le slogan : « un autre partage des richesses ». En ce sens, l'Union syndicale SOLIDAIRES s'est adressée aux autres organisations syndicales.

Partout en Europe, l'École pour tous est fragilisée par les politiques de rigueur. Les accords européens visent à marchandiser des pans entiers de l'éducation, de la maternelle au supérieur. Face à la crise et à la peur de l'avenir, les marchands de cours supplémentaires, de rattrapage, de remédiation, font fleurir un véritable « marché de l'angoisse » qui connaît un développement énorme en France alors que le prochain budget prévoit 14 000 nouvelles suppressions de postes. Il faut nous mobiliser contre ce nouveau mauvais coup porté à l'école publique mais la question des postes ne suffit pas à traiter seule les enjeux de la question scolaire aujourd'hui.

Nous pensons qu'il faut remettre les 60 000 postes supprimés depuis l'arrivée de Sarkozy. Mais il faut aussi faire le bilan du libéralisme appliqué à l'école depuis 15 ans. Il faut analyser l'effet des « nouvelles mesures » sur la scolarisation des enfants et des jeunes de milieux populaires. Il faut analyser la perte de sens qui s'opère lorsque nos métiers s'exercent dans des conditions chaque année plus dégradées.

Cette dette n'est pas la nôtre

Il faut analyser la perte de sens pour les publics scolarisés quand le chômage des moins de 25 ans est au plus haut. Il faut dire et redire notre refus du « management » sur le mode de l'entreprise privée : les projets de décret et d'arrêté réformant l'évaluation des enseignant-e-s remplacent à compter de la rentrée 2012 les dispositifs actuels par une modalité unique : un entretien d'évaluation tous les trois ans par le supérieur hiérarchique direct (le chef d'établissement dans le 2nd degré, l'IEN dans le 1er degré). La fédération Sud éducation dénonce ce projet et appelle à construire dans l'unité la mobilisation pour le contrer.

On ne règle pas la question scolaire par une promesse électorale, même de 60 000 postes. Les années Sarkozy ont déjà cassé plus que cela. Ce n'est pas pour faire mieux fonctionner l'école minimale des lois Fillon, Darcos, Péresse, Chatel que nous revendiquons des postes.

Dans les mois qui viennent, nous devons forcer le débat sur l'école et ses finalités et construire des revendications qui nous permettent de rassembler pour lutter.